

*Initiatives ministérielles*

J'avais particulièrement été frappé par le dynamisme des Allemands en ce qui concerne la formation, les sciences et la technologie. J'avais rencontré des scientifiques et je me suis rendu compte que le comportement des scientifiques est complètement différent de celui des nôtres. Ces scientifiques avaient l'air de vendeurs d'automobiles. Ils étaient tellement dynamiques et ils avaient le sens des affaires et cela est assez extraordinaire.

Dans cet article, écrit par Sylvie Halpern, on lit par exemple: «Une petite ville de 15 000 habitants peut parfaitement avoir son école technique, pourvu qu'elle soit industrielle et qu'elle ait des besoins précis en main-d'oeuvre spécialisée. Ce sont les landers des 16 régions administratives allemandes qui les financent.»

Ce sont les régions, en Allemagne, qui sont responsables de la formation technique. Ce n'est pas le gouvernement fédéral, en haut, qui vient dicter aux régions leurs besoins en matière de formation, qui voient à cet encadrement de formation qui est très près de leurs besoins. On dit aussi qu'Ottawa et Québec se chicanent sur la question. J'aurais dû commencer par ceci: «Voici un modèle qui a fait ses preuves, celui des Allemands.»

Il y a très longtemps que les Allemands pratiquent ce système. Cela fait très longtemps qu'ils ont décentralisé la formation de la main-d'oeuvre, ils ont décentralisé une formation plus adéquate aux besoins de l'entreprise.

Il y a un autre passage intéressant: «La force des écoles supérieures de technologie allemandes, c'est que leurs étudiants profitent d'un va et vient constant.» Je dois dire que dans les écoles techniques, et même de haute technique, les étudiants passent un certain temps dans l'entreprise et une autre période de temps dans les écoles. Ils mettent en pratique au fur et à mesure ce qu'ils apprennent en théorie. Ainsi, lorsqu'ils arrivent sur le marché du travail, ils sont beaucoup plus aptes, beaucoup plus efficaces. Cela fait en sorte que les produits sont bien meilleurs, la productivité est supérieure, etc.

On dit aussi: «Les écoles supérieures de technologie sont des universités d'un nouveau type orientées vers la pratique.» C'est ce que l'on fait; on dit qu'il faut absolument qu'on enseigne de façon plus pratique au lieu d'enseigner à l'horizontale, de façon très vague. Il faut être plus axés et plus près des entreprises. Cela sera nécessaire.

On y dit: «Quelque 800 professionnels de l'industrie y enseignent.» Ce ne sont pas des professeurs qui ne connaissent pas l'industrie, qui ont appris en théorie de grands principes. Ce sont des professeurs qui viennent de l'industrie, qui la connaissent bien.

• (1520)

Alors, ce que je veux dire par cela, c'est qu'il faut absolument que la formation de la main-d'oeuvre soit gérée par le Québec, par les entreprises et même par les régions qui ont des secteurs très spécialisés. C'est la seule façon par laquelle on va arriver à être productif et compétitif avec les autres pays du monde, par cette ouverture des marchés avec laquelle je suis d'accord. Mais, en même temps, il faut s'assurer que le personnel qui travaille

reçoive une formation adéquate, que ce soit des techniciens, des administrateurs ou des propriétaires d'entreprise, pour faire face à ce grand marché international.

Dans ce sens, l'Allemagne est un excellent exemple. J'ai même pris la peine d'envoyer une copie de cet article à M. Garon, le nouveau ministre de l'Éducation du Québec, pour qu'il en prenne connaissance.

Il faut le répéter, car on ne le répètera jamais assez, parce que le gouvernement fédéral est complètement entêté. On en parle depuis 20 à 30 ans, et depuis ce temps on prend du recul. À cet égard, il faut répéter et répéter à nouveau. Je ne sais pas comment on va y arriver, mais il y a un entêtement du pouvoir. Comme vous le savez, le fédéral veut garder son pouvoir de dépenser. Il est très important, parce qu'il veut dire aux Québécois: «Voici, si je n'avais pas été là, cela n'aurait pas pu arriver.» Vous voyez, c'est le principe. Ce n'est pas la logique, ce n'est pas la pratique. Ce n'est pas ce qu'il faut faire. Non. Le gouvernement fédéral dit: «Je veux m'imposer. Je veux prouver que je suis important. Si je ne suis pas là, vous ne pourrez pas réussir.» C'est ça la fausseté.

Mon temps de parole est-il écoulé, monsieur le Président? Il me semble que je ne parle que depuis dix minutes. J'avais encore bien des choses à dire. De toute façon, je suis très fier d'avoir participé à ce débat.

**M. Patrick Gagnon (secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, je viens d'entendre le député de l'opposition parler de l'entêtement du gouvernement du Canada, de l'entêtement des services gouvernementaux, dont le BFDRQ, la Banque fédérale de développement régionale, et des services qui s'occupent de promouvoir les exportations canadiennes.

J'aimerais bien savoir si le gouvernement fédéral s'est entêté quand est venu le temps de venir en aide à Canadair, à Bombardier, à SNC Lavalin, quand est venu le temps d'aider Spar Aerospace de Montréal, quand est venu le temps d'aider les compagnies pharmaceutiques du Québec. Est-ce qu'on appelle cela de l'entêtement du fédéral, quand plusieurs dizaines de milliers d'emplois ont été créés grâce à la participation directe du gouvernement du Canada?

Malheureusement, le député nous propose un discours qui ne fait pas état des réalisations et de l'appui inconditionnel du gouvernement canadien à venir en aide aux entreprises québécoises.

Quand j'entends le député d'en face nous parler de la compétence des représentants du Québec à l'étranger, que dites-vous de la nomination de l'ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, un idéologue qui ne connaît rien dans le domaine des affaires au Québec, encore moins des affaires internationales. Vous appelez cela un représentant digne du Québec et des hommes d'affaires québécois qui oeuvrent à l'étranger?

Je le sais, je parle avec expérience, car j'ai eu le privilège de travailler à quelques occasions au Japon. De savoir que nous, Québécois, on est représenté par un idéologue de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal qui n'est seulement là que pour